

## Chapitre 3. Les entreprises au service du développement

### Multinationales, télécommunications et développement

Depuis le milieu des années 1980, les investissements directs étrangers (IDE) progressent de manière spectaculaire dans le monde. Pendant les années 1990, l'Amérique latine a vu s'accélérer les entrées d'IDE, provenant essentiellement de multinationales des pays développés qui se sont implantées dans des secteurs d'activité récemment privatisés ou libéralisés.

Cependant, le vrai changement se situe au niveau des acteurs. Les pays en développement ont relevé de moitié leur part dans l'encours des IDE, qui est ainsi passée de 8 pour cent en 1990 à 12 pour cent en 2005. Les entreprises latino-américaines opèrent également désormais à l'étranger. Depuis 2006 en outre, la valeur des flux d'IDE émanant des grands pays d'Amérique latine frôle les 40 milliards de dollars par an. Cette explosion tient, dans une large mesure, à l'internationalisation rapide de quelques petites entreprises, principalement brésiliennes et mexicaines. De fait, le Brésil a été une source nette d'IDE en 2006, investissant 26 milliards de dollars à l'étranger et recevant 18 milliards de dollars.

Les plus grosses multinationales d'Amérique latine opèrent surtout dans le secteur des produits de base et dans les activités connexes. Le cimentier mexicain CEMEX, la compagnie pétrolière brésilienne Petrobras et le groupe minier brésilien Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) en sont trois exemples notables. Les services et les produits finis sont également devenus d'importants secteurs pour les multinationales latino-américaines, d'abord à l'échelle régionale et, aujourd'hui pour un petit nombre de sociétés très prospères, au niveau mondial. Même si leur croissance à l'international repose sur des stratégies différentes, avec une envergure et des ambitions diverses, l'Amérique latine figure en bonne place sur la nouvelle carte planétaire des pays ayant donné naissance à des multinationales.

### La contribution du secteur des télécommunications

Les télécommunications se trouvent à l'intersection des récentes tendances de l'investissement des multinationales. Tandis que plusieurs multinationales d'Europe et d'Amérique du Nord ont pénétré dans ce secteur en Amérique latine par une politique offensive lors des privatisations et de la libéralisation durant les années 1990, le processus de regroupement et la concurrence ont conféré un net avantage à l'espagnol Telefónica. Depuis 2000, l'expansion fructueuse du mexicain América Móvil et de sa société soeur Telmex dans la région a, à son tour, donné naissance à un nouveau concurrent redoutable pour Telefónica. Le rôle de ces deux multinationales, implantées de part et d'autre de l'Atlantique et qui dominent les télécommunications en Amérique latine, donne un précieux éclairage sur la contribution de ce type d'entreprise au développement économique de ce secteur et sur l'ensemble de l'économie de cette région.

Le secteur des télécommunications contribue aux performances économiques globales des pays, grâce à l'importance des services qu'il met à disposition. En accroissant la disponibilité et la rapidité des flux d'information pour un large éventail d'utilisateurs potentiels, il peut transformer à la fois la sphère économique et la sphère politique. Cependant, une telle évolution dépendra du taux de couverture et du degré d'accès des différentes catégories de population. C'est précisément via leur influence sur la

couverture et l'accès que les IDE dans les télécommunications ont constitué un facteur de changement en Amérique latine.

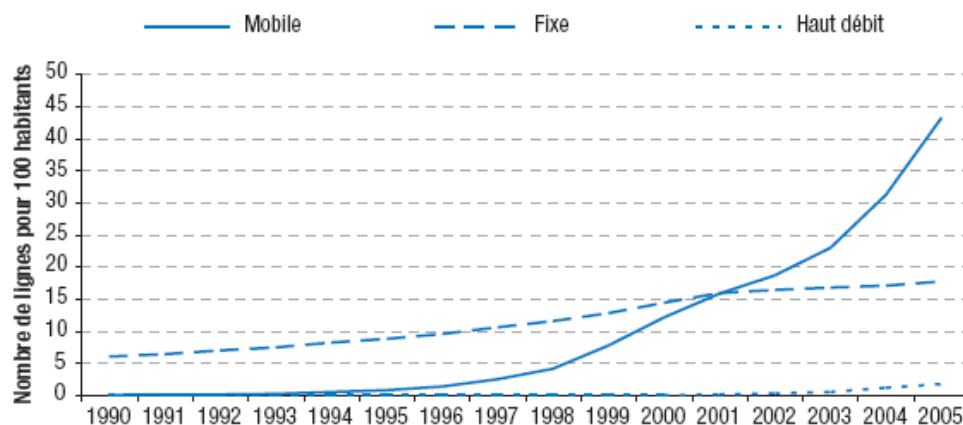
Depuis les premières privatisations engagées dans la région au début des années 1990, avec notamment l'arrivée d'entreprises étrangères qui ont repris des sociétés locales, investi ou établi de nouvelles activités de téléphonie mobile, les flux d'IDE cumulés dans ce secteur ont été supérieurs à 110 milliards de dollars. Les IDE représentent ainsi une grande proportion des entrées totales en Amérique latine. Un autre facteur est tout aussi fondamental : pour les services non exportables que sont les télécommunications, où la capacité à répondre aux conditions locales est cruciale pour réussir, les multinationales ont déployé des stratégies adaptées aux différents pays hôtes (« stratégies multidomestiques ») qui, à leur tour, ont engendré un important volume d'emplois et de recettes fiscales au niveau local.

Dans les télécommunications, les IDE ont également contribué à accélérer les progrès de la connectivité en Amérique latine. La télédensité (nombre de lignes de téléphone pour 100 habitants) a progressé significativement, surtout là où ce secteur a reçu le plus d'IDE par habitant. La figure 4 illustre la rapidité impressionnante avec laquelle la téléphonie mobile se répand dans la région depuis la fin des années 1990. La croissance de la densité du réseau terrestre a, elle aussi, été substantielle, surtout dans les années 1990, malgré un ralentissement visible depuis (avec 18 lignes pour 100 habitants, elle reste nettement inférieure au taux d'accès universel). En 2005, la région affichait une télédensité cumulée de 61, supérieure à la moyennemondiale (54) et très au-dessus du chiffre de l'Asie du Sud-Est (12) par exemple (mais encore très éloignée de la moyenne OCDE, 130).

Les privatisations, les flux relativement substantiels d'IDE en quête de marchés et la concurrence entre investisseurs dans le secteur des télécommunications se sont conjugués pour contribuer à cette croissance de la connectivité. La diffusion rapide de la téléphonie mobile a également eu de l'importance : elle a donné lieu à des investissements conséquents dans les infrastructures de télécommunications, parallèlement à des innovations dans les processus (cartes téléphoniques prépayées, par exemple) et dans la réglementation (coût des communications supporté par l'appelant, etc.). La figure 5 confirme que la télédensité s'est surtout accrue là où le secteur a reçu l'essentiel des IDE par habitant.

Cependant, la figure 5 montre également que, dans la plupart des pays de la région, la croissance impressionnante de la connectivité n'a pas réduit nettement l'écart d'accès entre riches et pauvres. Elle a d'abord principalement concerné les plus nantis, tandis que les populations démunies restaient sous-desservies. Les inégalités d'accès, mesurées par la différence entre la proportion des ménages riches et celle des ménages pauvres qui ont le téléphone, restent flagrantes. Pour l'ensemble de l'Amérique latine, un individu situé dans le quintile supérieur de revenu a trois fois plus de chances de disposer d'un téléphone qu'un individu appartenant au quintile inférieur.

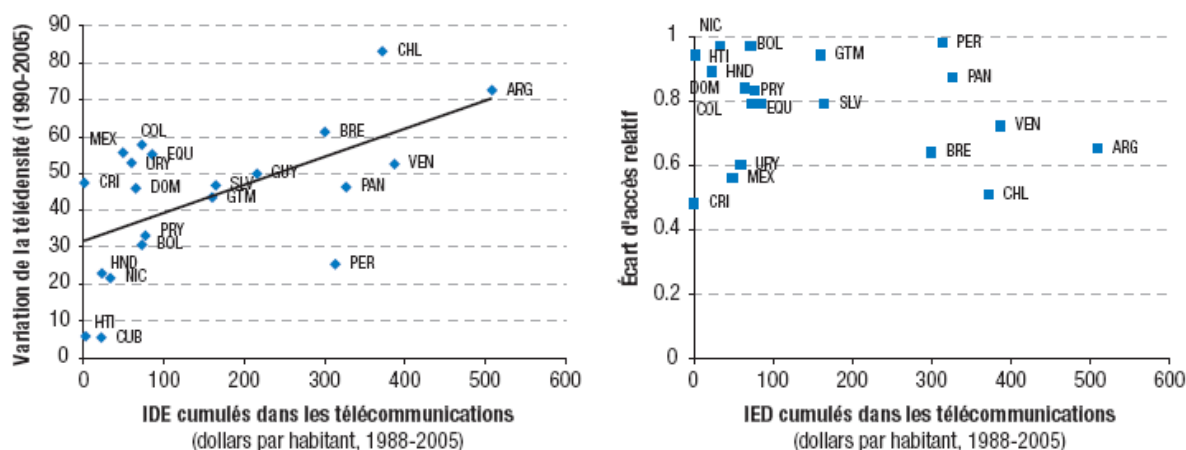
Figure 4. Pénétration de la téléphonie mobile, de la téléphonie fixe et du haut débit en Amérique latine  
Moyenne pondérée par la population



Source : Centre de développement de l'OCDE (2007) d'après UIT (2006).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/123545474136>

Figure 5. Influence des IDE sur les télécommunications



Source : Centre de développement de l'OCDE (2007) d'après UIT (2007), BID (2007), SEDLAC (2007) et Banque mondiale (2007).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/124186355567>

## L'importance de la réglementation

Les pays comptant un secteur des télécommunications particulièrement dynamique, tels que le Brésil ou le Chili, ont observé plus récemment un certain recul des inégalités (ainsi, en 1997, un Brésilien aisé était 10 fois plus susceptible d'avoir un téléphone qu'un Brésilien pauvre ; cet écart était tombé à 2.5 en 2004). Ce recul tient aux mesures prises par les instances de réglementation de ces pays pour compléter les mécanismes de marché par une obligation de service universel imposée aux opérateurs historiques ou par la mise en place de fonds visant à encourager ce service universel. Au Chili, le dispositif innovant de sélection des projets en constitue un exemple notable.

Les modèles latino-américains les plus efficaces de réglementation des télécommunications – c'est-à-dire qui relèvent la couverture tout en réduisant les inégalités d'accès entre riches et pauvres – veillent, par un encadrement prudent mais déterminé, à ce que ce secteur ait un comportement concurrentiel. Si les performances des monopoles publics encore en place sont très variables d'un pays à l'autre, allant du pire au meilleur, ceux qui s'en sortent le mieux saisissent peu les opportunités nouvelles offertes par les technologies mobiles. Leur privatisation ou l'octroi aux opérateurs historiques d'une exclusivité pendant une longue période, comme au Mexique, au Nicaragua et au Pérou, a donné naissance à des marchés non concurrentiels, quoique dégagant des recettes intéressantes, et qui induisent beaucoup d'inconvénients pour les utilisateurs, particulièrement en ce qui concerne la couverture du réseau fixe.

L'écart d'accès aux services téléphoniques entre riches et pauvres demeure donc important dans la plupart des pays de la région et, si les services vocaux peuvent largement contribuer à resserrer les liens sociaux et à favoriser la mobilité, il ne s'agit que de la première étape du processus destiné à combler la fracture des communications et la fracture numérique. Les réseaux de télécommunications sous-développés resteront également un obstacle à l'accès au haut débit, malgré l'intérêt des approches collectives visant à donner accès aux services Internet et qui aident ces derniers à surpasser le taux d'expansion des réseaux fixes.

En conséquence, les avancées spectaculaires de la téléphonie mobile offrent une grande opportunité de toucher de vastes segments de la population latino-américaine (notamment via la banque mobile) qui, à ce jour, ne sont pas intégrés à l'économie productive moderne. Seule une réglementation conduisant les prestataires de services de télécommunications à adopter un comportement concurrentiel peut assurer la mise à disposition de ces services à un coût abordable pour les ménages pauvres et les petites entreprises. Conjugué à l'innovation technologique et à la concurrence que se livrent les multinationales pour attirer les consommateurs locaux, un tel cadre pourrait améliorer significativement la productivité et le niveau de vie de nombreux individus.